

Comment former les travailleurs sociaux pour accompagner les transitions de demain ?

À l'heure des grandes transitions écologiques, sociales et démographiques, le travail social constitue un levier essentiel pour accompagner les populations les plus vulnérables et prévenir les fractures sociales. Si les États et les partenaires du développement multiplient les initiatives en matière de protection sociale et d'inclusion, la formation des travailleurs et travailleuses sociaux reste encore insuffisamment reconnue, portée et soutenue dans de nombreux pays. À partir d'expériences nationales contrastées, ce travail analyse les enjeux et les leviers pour renforcer ces formations, condition clé d'un développement humain durable et inclusif.

Un enjeu central mais trop négligé

Les sociétés contemporaines sont confrontées à des défis d'une ampleur inédite – transition écologique, transition démographique, transition numérique, recomposition des mobilités humaines – marqués par la montée des inégalités, les crises sanitaires et écologiques, les migrations massives et la précarisation économique.

Face à ces bouleversements, les dispositifs d'accompagnement des populations vulnérables se sont imposés comme une composante majeure des politiques de développement. Programmes de filets sociaux, projets d'insertion socio-professionnelle, initiatives pour l'égalité de genre ou pour l'inclusion des personnes en situation de handicap, accompagnement des populations en situation de migration, interventions d'urgence en contexte de crise : partout, les États et les organisations internationales appuient ces réponses.

Pourtant, un maillon essentiel reste relégué au second plan : celui de la formation des travailleurs et travailleuses sociaux dans les pays. Professionnels de la cohésion sociale, ils accompagnent les enfants en danger, les familles en grande difficulté, les personnes âgées ou en situation de handicap, les réfugiés et, plus largement, toutes celles et ceux que les mécanismes économiques ou institutionnels tendent à exclure.

Auteurs

Abye Tassé (IRTS Montrouge Paris, Institut des Mondes Africains, université of Johannesburg)

Emmanuel Jovelin (Conservatoire national des arts et métiers)

Rohen d'Aiglepierre (AFD)

Paula Cubillos (AFD)

Le paradoxe est frappant : les pays à revenu faible et intermédiaire concentrent les besoins les plus criants, mais ils ont les dispositifs de formation en travail social les plus fragiles. Or, sans professionnels véritablement qualifiés sur le terrain, les politiques de développement ne peuvent s'inscrire dans la durée. Former les travailleurs sociaux est donc à la fois une question de cohésion sociale et une condition de réussite des politiques de développement.

Comprendre le travail social

Le travail social est à la fois une démarche d'accompagnement, une pratique professionnelle et une discipline académique. Selon la Fédération internationale des travailleurs sociaux, il « promeut le changement social, la cohésion, l'autonomisation et la libération des personnes pour améliorer leur bien-être ». Souvent oublié entre la santé et l'éducation, le travail social couvre un champ spécifique : celui de la protection et de l'inclusion.

Le travail social vise à prévenir les exclusions et à en corriger les effets dans une logique d'accompagnement sans se substituer au principe d'« *empowerment* » (pouvoir d'agir / autonomisation). Ses principes reposent sur la justice sociale, les droits humains, la responsabilité collective et le respect de la diversité.

Les métiers du travail social sont nombreux et diversifiés : assistants sociaux, éducateurs spécialisés, éducateurs de jeunes enfants, médiateurs familiaux, responsables d'unités d'intervention, directeurs d'établissements sociaux, entre autres.

Ce domaine constitue un important pourvoyeur d'emplois, à la fois dans des structures publiques (ministères, collectivités, établissements sociaux) et privées ou associatives (Organisations non-gouvernementales, associations, organisations internationales, fondations, structures médico-sociales et économie sociale et solidaire) ; en France, on estimait à près de 1,3 million le nombre de travailleurs et travailleuses sociaux en 2023.

Le travail social requiert des compétences relationnelles (écoute, médiation, communication adaptée), des capacités d'analyse et d'intervention (diagnostic social, accompagnement, travail en réseau), ainsi qu'une forte exigence éthique et professionnelle fondée sur le respect des droits humains. Ces compétences, indispensables pour répondre à des situations complexes, ne s'improvisent pas : elles nécessitent une formation solide, structurée et reconnue.

Les formations en travail social s'appuient sur une base théorique et interdisciplinaire, mobilisant à la fois les approches propres au travail social et les apports essentiels des sciences humaines et sociales – sociologie, psychologie (ou psychologie sociale), anthropologie, économie, droit. Elles se présentent comme des parcours d'apprentissage structurés, qu'ils soient initiaux ou continus, proposés par des établissements spécialisés ou universitaires, et visent à préparer les futurs professionnels à exercer avec compétence, sens éthique et rigueur méthodologique.

Un développement inégal et fragmenté

Historiquement, le travail social est né au XIX^e siècle dans les pays industrialisés, d'initiatives caritatives et philanthropiques. Face aux besoins croissants, il s'est progressivement professionnalisé, gagnant une reconnaissance académique et institutionnelle.

Les modèles de formation en travail social varient fortement selon les pays, reflétant des référentiels institutionnels et pédagogiques différents à l'échelle mondiale. Le modèle universitaire, prédominant aux États-Unis, au Canada ou au Chili, intègre le travail social comme une discipline académique dès le départ. Inversement, plusieurs pays privilégient les écoles et établissements spécialisés ou extra-universitaires, comme en Afrique francophone (Sénégal, République du Congo). On trouve également le modèle des Hautes écoles spécialisées (HES), qui offrent un enseignement professionnel supérieur, notamment en Belgique et en Suisse. Le modèle mixte combine ces institutions, avec des écoles professionnelles pour le premier cycle et des universités pour les masters, comme en France et en Finlande. En Afrique anglophone (Égypte, Éthiopie), les formations ont une tradition d'intégration précoce à l'université. Quel que soit le type d'établissement, la formation de base pour l'exercice est le Bachelor/Licence, souvent réglementée par des procédures d'accréditation spécifiques. Enfin, l'alternance entre enseignements théoriques et stages pratiques, représentant en moyenne 30 à 50 % du volume de formation, constitue une composante essentielle et obligatoire de tous les cursus professionnels à travers le monde.

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, l'offre de formation en travail social est particulièrement fragile. Souvent limitée à une seule école nationale – voire aucune dans certains contextes –, elle souffre d'un manque d'enseignants qualifiés et d'une faible reconnaissance institutionnelle. En l'absence de cadre d'accréditation solide, la profession peine à gagner en légitimité et les diplômés peinent à être employables, ce qui compromet durablement la mise en place de politiques sociales solides.

Des expériences nationales contrastées

Une étude comparative pilotée par l'Agence française de développement/AFD (Tassé et Jovelin 2026) met en lumière cinq cas emblématiques (Éthiopie, Sénégal, Madagascar, République du Congo, Équateur) et révèle une volonté commune de professionnaliser l'intervention sociale, malgré des trajectoires institutionnelles variées. L'implication décisive de partenaires internationaux et d'universités étrangères a été essentielle pour structurer l'offre de formation et consolider les équipes pédagogiques locales.

L'Éthiopie et le Sénégal présentent des modèles réussis d'ancrage académique et de structuration rapide des filières jusqu'au Doctorat ou Master, avec un soutien institutionnel fort. La République du Congo a établi un socle académique cohérent avec l'appui de l'AFD, offrant des diplômes reconnus et renforçant les capacités des maîtrises de stage. Des difficultés structurelles persistent, notamment à Madagascar et en Équateur, concernant la reconnaissance légale et le statut professionnel des travailleurs sociaux. Tous les pays soulignent le besoin critique de former davantage de formateurs et de garantir une gouvernance pérenne et un financement durable des établissements. L'importance de l'ancrage national, du pilotage stratégique et de l'adaptation des programmes aux réalités locales est cruciale pour la viabilité des systèmes de formation.

Des défis transversaux

Les travaux sur le développement du travail social révèlent que l'hétérogénéité des standards de formation nuit à la mobilité des professionnels, d'autant plus que les métiers associés souffrent trop souvent d'un manque de reconnaissance institutionnelle, limitant les débouchés et définissant mal les statuts professionnels.

Un problème structurel récurrent est la faiblesse de l'offre de formation, de nombreux pays à revenu faible ne disposant que d'une seule école nationale, fréquemment sous-dotée en ressources et infrastructures pédagogiques. Ces difficultés entraînent des inégalités territoriales d'accès à la formation, concentrée dans les capitales, d'où la nécessité de développer des dispositifs décentralisés ou hybrides pour garantir l'équité. Le niveau des formateurs et des enseignants est souvent insuffisant, particulièrement pour l'encadrement des stages pratiques, aggravant le manque de personnel qualifié. L'absence ou la faiblesse des systèmes d'accréditation et de gouvernance pérenne fragilise la qualité des cursus et l'employabilité des diplômés, nécessitant un

cadre stratégique clair. Les programmes de formation peinent encore à intégrer pleinement les thématiques contemporaines cruciales, telles que les enjeux liés à l'environnement (travail social vert), aux migrations, et aux problématiques de genre et d'égalité.

Si le travail social est un secteur fortement féminisé dans les pays développés, où les femmes représentent jusqu'à 85 % des étudiants (notamment en ce qui concerne le premier cycle de formation), dans une grande partie des pays à revenu faible ou intermédiaire, les hommes restent majoritaires ce qui souligne notamment l'importance d'intégrer une perspective de genre dans les curricula, afin de préparer les professionnels à répondre aux inégalités structurelles et aux violences basées sur le genre à partir d'une approche intersectionnelle.

Quelles perspectives pour demain ?

Dans un contexte de transitions multiples et durables, renforcer les dispositifs de formation en travail social apparaît comme une condition essentielle pour préparer les sociétés de demain. Les travaux de capitalisation dessinent plusieurs pistes pour renforcer les dispositifs de formation en travail social :

1. Définir une stratégie nationale intégrée, articulant clairement la formation des travailleurs sociaux avec les politiques sociales, éducatives et sanitaires, portée par un engagement politique fort.
2. Renforcer le lien entre théorie et pratique, grâce à l'alternance, à la reconnaissance du rôle des superviseurs de stage et à des méthodes pédagogiques actives et réflexives.
3. Diversifier l'offre de formation, notamment par des dispositifs hybrides ou à distance, pour garantir l'accès dans les zones isolées et réduire les inégalités territoriales.
4. Valoriser statutairement le métier, en reconnaissant diplômes et référentiels de compétences, afin d'améliorer les conditions de travail et de sécuriser les parcours professionnels.
5. Faire des établissements de formation de véritables pôles d'innovation et de recherche, en soutenant la recherche-action et l'intégration des thématiques contemporaines (genre, migrations, environnement).
6. Assurer un financement pérenne par l'État, appuyé par des partenariats stratégiques, pour garantir l'équité d'accès à la formation et renforcer les coopérations interrégionales et internationales.

Schéma 1 – Formation des travailleurs sociaux de demain



Conclusion – Investir dans la cohésion sociale

Le travail social est un pilier discret mais essentiel des sociétés contemporaines, un levier incontournable face aux crises sociales, écologiques et migratoires, et un facteur clé de construction de sociétés plus justes et inclusives. Pour relever ces défis, il est indispensable de renforcer la professionnalisation par le biais d'une stratégie nationale intégrée, situant la formation des travailleurs et travailleuses sociaux au carrefour des politiques sociales, éducatives et sanitaires. Les expériences réussies, souvent appuyées par des acteurs internationaux, démontrent l'efficacité de l'alternance et de l'ancrage académique pour garantir des compétences solides. L'avenir du

secteur passe par un investissement accru dans la formation des formateurs, le développement de partenariats académiques, l'adaptation des curricula aux réalités locales et l'intégration des thématiques contemporaines telles que la transition écologique et le genre. Il suppose aussi la valorisation statutaire du métier, par la reconnaissance des diplômes et des référentiels de compétences partagés, adossée à un financement public pérenne. Enfin, la diversification des dispositifs de formation, y compris hybrides ou à distance, ouvre la voie à des systèmes inclusifs et durables, capables de doter chaque pays de fondations solides pour un développement humain résilient, capable d'accompagner les transitions sociales, écologiques et démographiques du monde de demain.

Bibliographie

Tassé Abye et Emmanuel Jovelin. 2026. *Les Acteurs de l'Action Sociale dans les pays du Sud : Formation et développement des compétences*. Éditions du Cygne.

Agence française de développement (AFD)
5, rue Roland Barthes | 75012 Paris | France
Directeur de la publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Julie Gilles, D. Cazeils
Conception et réalisation eDeo-design.com

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2026 | **ISSN** 2271-7404
Crédits et autorisations
Licence Creative Commons CC-BY-NC-ND
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>
Imprimé par le service de reprographie de l'AFD.

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de ses auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.